

L'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) – International Institute for Environment and Development

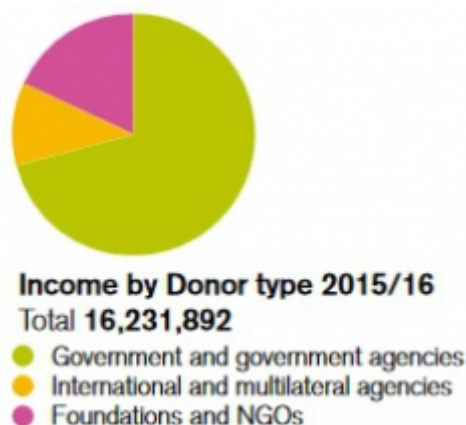
11 mai 2017



Fondé en 1971, l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) est un centre de recherche indépendant, travaillant sur les politiques publiques pour l'environnement et le développement dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il est basé à Londres et dispose d'une antenne à Edimbourg. Sa première directrice, Barbara Ward, participa à la rédaction du rapport préparatoire pour la conférence des Nations unies sur l'environnement de Stockholm de 1972, ce qui mena à la création du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Elle y soulignait l'importance du lien entre l'environnement et le bien-être humain.

L'Institut compte actuellement 114 personnes, dont 75 chercheurs, qui travaillent sur quatre thèmes principaux : 1) l'adaptation et la résilience face au changement climatique, 2) la pauvreté, l'accès à la santé et au logement dans les centres urbains, 3) la gestion équitable et durable des ressources naturelles, et 4) l'impact économique, environnemental et social des marchés. Sur la base de ses recherches, l'IIED conseille des organismes majeurs, dont la Banque mondiale, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, ainsi que des gouvernements parmi lesquels le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark. Pour cela, il dispose d'un budget annuel de 20 millions de livres sterling (environ 24 millions d'euros), financé par des donations, des partenariats et des subventions.

Revenu de l'IIED par type de donateurs, 2015/2016 (£)



Source : IIED

L'IIED produit de nombreuses publications (plus de 6 000 à ce jour), parmi lesquelles des rapports, des brèves, des articles scientifiques et des ouvrages. Il édite également le journal international *Environment & Urbanization*. À titre d'exemple, un rapport récent explore les synergies et les conflits entre les politiques de développement agricole et celles de protection des forêts dans trois pays d'Afrique subsaharienne : le Ghana, l'Éthiopie et la Tanzanie. Les auteurs montrent que les objectifs de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement, visés par ces différentes politiques, sont incompatibles sur le long terme. Il apparaît donc nécessaire, selon eux, de mieux analyser et intégrer les risques et les arbitrages existants pour décider où et comment intensifier l'agriculture dans ces pays.

Estelle Midler, Centre d'études et de prospective

Source : [IIED](#)